



HAL
open science

Des enjeux de l'intervention russe en Syrie

Igor Delanoë

► **To cite this version:**

Igor Delanoë. Des enjeux de l'intervention russe en Syrie. Paix et sécurité européenne et internationale, 2016, 5. halshs-03156058

HAL Id: halshs-03156058

<https://shs.hal.science/halshs-03156058>

Submitted on 31 May 2021

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Des enjeux de l'intervention russe en Syrie

Igor Delanoë

Docteur en histoire moderne et contemporaine, Université Nice-Sophia Antipolis ; Enseignant au Collège universitaire français de Saint-Pétersbourg.

La Russie est intervenue à la fin de 2015 pour soutenir le régime syrien, allié de Moscou, indispensable pour lutter contre les groupes terroristes mais également avec l'objectif stratégique de construire de nouveaux rapports avec les occidentaux. L'intervention qui révèle un saut qualitatif de l'armée russe lui a permis de sauver le régime mais ses relations avec la communauté euro-atlantique, touchées par la crise ukrainienne et la question de la Crimée, n'ont pas été normalisées. Moscou a néanmoins obtenu la constitution d'un nouveau duopole russo-américain au Moyen-orient.

Russia intervened at the end of 2015 to sustain syrian government, ally of Moscow, essential to fight against terrorism, but also to reach the strategic goal to build new relations with western countries. The intervention allow to save Bachar al Assad but the relations with euro-atlantic community, affected by ukrainian crisis and Crimea question, have not been normalized. However, Moscow got a new duopoly with United States in the Middle East.

Russie, Syrie, Moyen orient, Bachar al Assad, Etats-Unis Iran, intervention militaire, guerre aérienne, terrorisme, guerre conventionnelle, Ukraine,

Russia, Syria, Middle-East, Bachar-al-Assad, Iran, United-States, Military Intervention, Terrorism, Air Warfare, Conventiional War, Ukraina

Article tiré de la communication présentée lors de la Table ronde du 23 mars 2016, sur « Les relations extérieures de la Russie », organisée par le Laboratoire de Droit International et Européen (EA n°7414), Université Nice Sophia Antipolis, la Maison des Sciences de l'Homme et de la Société, Université Nice Sophia Antipolis et l'Observatoire franco-russe (CCI France-Russie)

I.Introduction

Alors qu'il parcourt la Syrie du mandat français, Joseph Kessel s'interroge dès les années 1920 : « Qui expliquerait pourquoi l'on s'y bat et qui se bat ? », alors qu'il découvre un pays en proie à l'instabilité et aux insurrections, qui succèdent à l'effondrement de l'Empire ottoman¹. Un peu moins d'un siècle plus tard, la Syrie est redevenue un champ de bataille sur lequel s'affrontent des puissances régionales, des acteurs intra-étatiques et infra-étatiques, aux intérêts et objectifs souvent divergents, rendant l'interrogation du journaliste français plus que jamais d'actualité. Parmi ces puissances, la Russie, qui s'est érigée, depuis son irruption militaire dans la crise fin septembre 2015, comme un protagoniste incontournable du conflit. En intervenant militairement dans le cadre d'une alliance avec l'Iran et l'Irak, et sur demande de Damas, Moscou a donné forme au « retour » de la Russie au Moyen-Orient. Soigneusement préparée et coordonnée avec l'Iran, cette campagne syrienne répond à une série d'objectifs posés par le Kremlin, qui ont été atteints avec plus ou moins de succès. Alors que son intervention dure depuis presque une année, il convient de s'interroger sur les raisons qui ont poussé Moscou à

¹ Joseph Kessel, *En Syrie*, Paris, Gallimard, coll. « Folio », 2014, p. 14.

s'impliquer directement sur le champ de bataille syrien, sur les formes prises par cet engagement, ainsi que sur les résultats pour le moment obtenus.

II. Aux origines de l'engagement russe

Lorsque la Russie déclenche sa campagne aérienne fin septembre 2015, elle intervient pour empêcher l'effondrement du régime syrien, considéré à Moscou non seulement comme légitime, mais également indispensable pour lutter contre les groupes djihadistes qui essaient à travers la Syrie depuis le début du conflit en 2011. Fin 2015, les russophones représentent un effectif de plus de 4 500 combattants, dont environ 2 400 seraient détenteurs de la nationalité russe, ce qui fait de la Russie le troisième pourvoyeur de djihadistes en Syrie². Inquiet de leur probable retour au pays, en Russie ou en Asie centrale, à assez brève échéance, Moscou souhaite alors contenir l'instabilité et le chaos qui règnent au « Syrak » avant qu'ils ne débordent vers ses marches méridionales. Le Kremlin s'en est donc allé combattre ses ennemis sur place sans attendre leur retour. Si la Russie s'était jusqu'à son intervention limitée à délivrer au partenaire syrien une aide technique et militaire à travers des livraisons d'armements et de pièces détachées— indispensables pour l'armée syrienne —, via les ports syriens de Tartous et de Lattaquié, les revers subis par les troupes de Damas au printemps et de l'été 2015 laissent présager une chute imminente du régime de Bachar al-Assad³. La Russie devait cependant tenir compte des développements affectant un autre dossier diplomatique de premier plan : celui du nucléaire iranien. La visite non confirmée à Moscou du général Qassem Soleimani, le commandant en chef de la force al-Qods – les forces spéciales des Gardiens de la révolution islamique –, intervient ainsi quelques jours après la signature de l'accord de Lausanne, le 14 juillet 2015. C'est au cours de cette visite qu'aurait été planifiée l'intervention russe en Syrie⁴, dont les développements affectant le dossier nucléaire iranien n'entraient désormais plus la mise en œuvre. Au-delà des contraintes de temps, le Kremlin ne pouvait en outre pas écarter la possibilité que, l'accord sur le nucléaire étant signé, Washington et Téhéran ne trouvent à moyen terme un terrain d'entente sur la crise syrienne, écartant la Russie du règlement d'une crise dans laquelle elle avait pourtant déjà consenti des investissements diplomatiques non négligeables. Depuis 2011, Moscou défend avec constance et détermination une position qui consiste à refuser catégoriquement tout changement de régime en Syrie, et n'a pas hésité à poser son veto au Conseil de sécurité des Nations unies afin de bloquer le vote de résolutions visant à condamner Damas. Affecté par le « syndrome 1973 », Moscou a, par quatre fois entre 2011 et 2014, utilisé son droit de veto contre des résolutions portant sur la Syrie, afin de bloquer toute réédition d'un scénario libyen, cette fois appliqué au dossier syrien⁵. Son intervention en Syrie projette par ailleurs la Russie au cœur de la scène moyen-orientale ; une région secouée par les « printemps arabes » depuis le début des années 2010, et qui pèsent de plus en plus dans l'équation sécuritaire européenne et russe. Engagé dans un rapport de force avec la communauté euro-atlantique en Ukraine, le Kremlin contraint ainsi les Américains et les Européens à accepter des discussions au sujet du Moyen-Orient, et donc à relativiser l'isolement dans lequel la Russie se trouve depuis la crise ukrainienne. Enfin, sa campagne syrienne permet à Moscou d'obérer le risque de déclassement stratégique que beaucoup lui prédisent, en se livrant à une démonstration de force dans une région où l'on ne l'attendait plus. Face à une Europe désemparée par la crise des migrants et à une Alliance atlantique qui se retranche derrière sa mission originelle de protection du territoire de ses membres après les échecs afghan et libyen, le Kremlin entendait aussi faire en Syrie une démonstration de crédibilité et de fiabilité, et se poser en partenaire de

² « Эмиграция к террористам » (« Emigration chez les terroristes »), RBK, 9 décembre 2015.

³ “Syrian rebels seize key government-held city”, Al Jazeera America, 25 avril 2015.

⁴ “How Iranian general plotted out Syrian assault in Moscow”, 6 octobre 2015.

⁵ L'abstention de la Russie lors du vote, le 17 mars 2011, de la résolution 1973 par le Conseil de sécurité de l'ONU avait ouvert la voie à la mise en œuvre d'une intervention armée franco-britannique en Libye, puis au renversement du régime de Mouammar Kadhafi, et à l'élimination de ce dernier. La Russie a alors considéré que les Occidentaux avaient outrepassé la lettre du texte de la résolution.

choix de la communauté euro-atlantique face aux défis sécuritaires émanant de la rive sud du bassin méditerranéen. On l'aura compris, si l'objectif tactique de l'intervention russe était de remettre en selle le régime de Bachar al-Assad, les objectifs stratégiques dépassaient largement le cadre syrien pour s'inscrire dans l'agenda international de Moscou, au sein duquel la qualité des rapports avec l'Occident continuent de figurer en bonne place.

III. La Russie et le « polygone syrien »

En Syrie, la Russie livre une guerre de type conventionnelle, depuis les airs, les mers et la terre. L'irruption des forces armées russes surprend à plus d'un titre. Elle consacre tout d'abord le désenclavement stratégique réalisé par la Russie post-1991. En dehors de la projection de quelques unités dans les Balkans à la fin des années 1990, l'armée russe n'avait jamais réellement opéré au-delà de la zone de confort relatif que représente l'espace post-soviétique. Et encore, le conflit russo-géorgien d'août 2008 avait-il mis en lumière les limites des capacités russes, pourtant formaté pour intervenir sur le pourtour du territoire russe. La projection d'un corps expéditionnaire au-delà du proche-étranger, vers un théâtre sur lequel Moscou n'avait plus déployé de troupes depuis les années 1970, témoigne à la fois de la confiance du Kremlin dans ses forces armées et dans leur emploi. Elle illustre surtout le saut qualitatif indéniable réalisé par l'armée russe, fruit de la réforme militaire entreprise au lendemain de la guerre russo-géorgienne de 2008 par l'ancien ministre russe de la Défense, Anatoli Serdioukov. En l'absence de capacités de projection aéronavales, la Russie implante un groupe aérien sur la base aérienne Hmeimim, près de Lattaquié, dans la région côtière syrienne. Terre acquise au régime syrien, cette bande côtière, ainsi que la région de Damas forment la « Syrie utile », un territoire contrôlé par Bachar al-Assad, sur lequel vivent 55% à 60% de la population syrienne. La Russie s'implante donc militairement sur un territoire qui lui est préalablement politiquement acquis, respectant ainsi une tradition stratégique russe en vertu de laquelle les troupes n'interviennent qu'au sein de territoires où le pouvoir politique leur est acquis (Afghanistan de Babrak Karmal en 1979, Ossétie du Sud et Abkhazie en 2008, ou, plus récemment, Crimée en 2014). Moscou mobilise par ailleurs son outil naval, non plus uniquement pour des missions de soutien logistique via le « Tartous express », mais aussi pour des missions d'appui. Des navires de second, voire de troisième rang, mis en services ces dernières années, ainsi que des sous-marins classiques tout aussi récents, tous équipés de missiles de croisière de type Kalibr, se livrent à des tirs depuis la mer Caspienne (sauf le sous-marin) début octobre, puis la mer Méditerranée en décembre. Dans les airs, les appareils et les hélicoptères russes⁶ évoluant depuis la base Hmeimim apportent leur appui aux troupes du régime, aux milices chiites recrutées par l'Iran, aux supplétifs iraniens et au Hezbollah, qui bénéficient aussi de la puissance de feu de l'artillerie russe⁷. L'action conjointe de la Russie et des « troupes chiites » porte ses fruits : dès la fin de l'année 2015, l'objectif de desserrer l'étau autour de la région de Lattaquié est atteint, et le régime n'est plus menacé de s'effondrer. Si près de 90% des frappes réalisées par l'aviation russe ne concernaient pas l'Etat islamique (EI), c'est que ce dernier ne constituait pas une menace immédiate pour le régime syrien, qui subissait des revers face au front al-Nosra (al-Qaeda) et à d'autres groupes islamistes financés et armés par la Turquie et des pétromonarchies du Golfe (les groupes turkmènes, Ahrar al-Sham, pour n'en citer que quelques-uns). Lorsque le président Poutine annonce le 14 mars 2016 la fin de la phase active des opérations aériennes, et le début du retrait partiel des forces russes de Syrie, la campagne a duré 167 jours, et aurait coûté quotidiennement à Moscou entre \$5 millions et \$7,5 millions. Le coût financier et humain (une dizaine d'hommes tués) reste donc acceptable pour la Russie qui a atteint son principal objectif tactique – la sauvegarde du régime –

⁶ A l'origine, le groupe aérien russe déployé en Syrie est composé de 12 Su-24SM, de 12 Su-25SM et Su-25UBM, 4 Su-34, et de Su-30SM, ainsi que de 12 hélicoptères d'attaque Mi-24 et 4 hélicoptères polyvalents Mi-8. Le dispositif est renforcé le 17 novembre par 4 Su-27SM, 8 Su-34 - un des tout derniers bombardiers à être entré en dotation dans l'armée de l'air russe (2013) - et part des bombardiers stratégiques basés sur les bases russes de Mozdok (14 Tu-22M3) et de Engels (5 Tu-160 et 6 Tu-95MS).

⁷ Citons les lance-roquettes multiples TOS-1A, BM-27 Uragan et BM-30 Smerch.

, et établi *de facto* un protectorat militaire sur la région côtière syrienne, verrouillée par de puissants systèmes anti-aériens (S-400) et anti-surface (batterie anti-navires Bastion) qui créent une zone d'interdiction en Méditerranée orientale. La démonstration de matériels militaires russes sur le « polygone syrien » devrait générer des commandes pour le VPK⁸ en Russie, et permettre ainsi aux armuriers et industriels russes de la défense d'élargir leurs parts sur le marché moyen-oriental de l'armement, tout en remboursant la note de l'intervention russe en Syrie.

IV. Mission accomplie ?

Au plan stratégique, les objectifs posés par le Kremlin n'ont été que partiellement atteints. Son intervention en Syrie n'a ainsi pas amené la normalisation des relations avec la communauté euro-atlantique. Même après le drame des attentats de Paris de novembre 2015, et l'appel consécutif du président Hollande à la formation d'une coalition unique dans la lutte contre le terrorisme, il a été impossible de concilier les positions russes et occidentales. En revanche, l'engagement de la Russie a consacré l'instauration d'un duopole américano-russe sur le processus de résolution politique de la crise qui se déroule à Genève. Dès la fin 2015, les percées diplomatiques se succèdent, et permettent alors d'espérer une reprise des négociations sous l'égide des Nations unies : vote de la résolution 2254 le 18 décembre 2015, qui définit notamment une feuille de route pour la formation d'un gouvernement syrien de transition, puis, un accord de cessation des hostilités sponsorisé par Moscou et Washington, qui entre en vigueur fin février. Le « faux retrait » russe décrété le 14 mars suivant, plus qu'un désengagement, signifie avant tout que les négociations ont alors bien débuté à Genève. En Syrie, le Kremlin cherche de fait à rééditer un « coup diplomatique » de l'ampleur de celui de septembre 2013 sur l'arsenal chimique syrien, alors neutralisé en vertu de l'accord Kerry-Lavrov, dont la signature avait permis d'éviter *in extremis* une intervention armée américaine. En six mois d'une campagne aérienne active, la Russie a fait la démonstration que le *hard power* pouvait inverser la dynamique au plan militaire et diplomatique, le régime syrien ayant désormais une place assurée et consolidée à la table des négociations. Le Kremlin cherche à simplifier l'équation politique syrienne en « démonétisant » l'opposition qualifiée de modérée par l'Occident par une guerre d'attrition lui ôtant peu à peu toute légitimité, en la contraignant soit à rejoindre les rangs des groupes djihadistes reconnus comme tels par les Occidentaux, soit à combattre les terroristes aux côtés des forces loyalistes, soit à subir des frappes, avec le consentement de plus en plus officiel de Washington. De fait, la Russie a pris la main sur le dossier syrien, et devrait la conserver au moins le temps que le cycle électoral américain se termine aux Etats-Unis, et que la nouvelle administration arrive aux affaires à Washington.

Au demeurant, son intervention a mis en lumière les limites de l'action de la Russie en Syrie. Au plan diplomatique, la réalité de l'influence de Moscou sur Damas est testée à Genève, dans le cadre des négociations. Certains observateurs n'hésitent pas à comparer le degré de cette influence à celle de Washington sur Israël. En d'autres termes, le régime syrien cherche à gagner du temps face à des concessions qui lui seront exigées à la table des négociations, que certains à Damas estiment de moins en moins nécessaires, souhaitant s'en remettre au sort des armes lors d'une bataille présentée comme décisive, à laquelle les belligérants se préparent à Alep. La « guerre froide » russo-turque, ou la guerre par alliés interposés à laquelle se livrent Ankara et Moscou en Syrie, n'a pas dérapé en conflit ouvert. Les deux protagonistes se sont en effet réconciliés à la faveur des excuses présentées par le président Erdogan pour la destruction d'un appareil russe le 24 novembre 2015, et d'une tentative ratée de coup d'Etat en Turquie, qui a érigé la frustration à l'égard de l'Occident en dérivatif pour l'animosité qui caractérisait les relations russo-turques pendant près de 7 mois. La démonstration de pragmatisme faite par Ankara et Moscou peine toutefois à occulter les divergences qui subsistent en Syrie entre Russes et Turcs sur la question de la transition politique et des Kurdes syriens, avec qui Moscou

⁸ Acronyme pour «Военно-промышленный комплекс », le complexe militaro-industriel russe.

coopère. Le futur de la Syrie constitue d'ailleurs une question épineuse pour l'alliance militaire russo-iranienne. *Quid* de la personne de Bachar al-Assad à laquelle Téhéran semble plus attachée que Moscou ? L'Iran, qui paye le prix fort pour son engagement sur le champ de bataille syrien dès 2011, vit mal sa position de *junior partner* à Genève, tandis que les russes capitalisent sur leur intervention en Syrie pour reconstruire leurs liens avec Washington. Enfin, se pose la question de la remise à flot du pays une fois que les armes se seront tues. Le chantier syrien coûtera des dizaines de milliards de dollars ne serait-ce que pour permettre à l'économie de la Syrie de produire la richesse nécessaire pour soutenir l'effort de reconstruction. Si les combats cessaient aujourd'hui, il faudrait dix ans d'efforts internationaux pour ramener le pays à son niveau de 2010. Ni la Russie, ni l'Iran, ne pourront injecter les sommes nécessaires au chantier, et si l'Europe comme les Etats-Unis pourraient apporter des financements, il faudra la force de frappe financière des pétromonarchies du Golfe, ou de la Chine, pour financer la reconstruction du pays. Or, les Etats du Golfe figurent parmi les plus fervents adversaires du régime syrien, et sont par ailleurs tétanisés par l'ascension de la puissance iranienne à travers le Moyen-Orient. Enfin, en matière de lutte contre les djihadistes, la campagne russe pointe une contradiction fondamentale dans la problématique de la lutte contre l'EI : la destruction de cette organisation aurait en effet pour résultat de renvoyer encore plus vite chez eux les terroristes, ou d'accélérer leur essaimage vers d'autres régions (Sahel) ou Etats faillis (Libye), disséminant ainsi l'instabilité plutôt que de la contenir.

Joseph Kessel concluait sa réflexion sur la Syrie en notant que la complexité du pays vouait à l'échec toute solution politique telle qu'une confédération, un régime libéral ou encore un gouvernement autoritaire, si l'on y adjoignait pas « les deux seuls leviers qui jouent en Orient : la fermeté et la courtoisie. Par fermeté il faut entendre la force et l'argent ; par la courtoisie, le respect des traditions, des coutumes et une justice sommaire mais droite »⁹. La Russie dispose d'une expérience des conflits et de la gestion d'un territoire multiethnique et multiconfessionnel qui pourrait s'avérer précieuse pour la Syrie, où cohabitent plusieurs ethnies et confessions, ainsi qu'une connaissance du Moyen-Orient, qu'elle doit à son école orientaliste ex-soviétique, dont Evgueni Primakov était le meilleur ambassadeur jusqu'à son décès en juin 2015¹⁰. Bien qu'indispensables, ces atouts ne devraient toutefois pas s'avérer suffisant pour résoudre une crise aussi complexe que le conflit syrien.

⁹ Joseph Kessel, *op. cit.*, p. 78.

¹⁰ Ancien correspondant de la *Pravda* au Moyen-Orient dans les années 1970, Evgueni Primakov (1929-2015) a dirigé les services de renseignement extérieur russe (1991-1996) avant d'être nommé ministre des Affaires étrangères (1996-1998), puis Premier ministre (1998-1999). Arabisant, il était un fin connaisseur du Moyen-Orient.